

L'association France-Palestine s'investit au Proche-Orient

De retour d'une mission sur place, le Versaillais Michel Basilio, responsable du comité des Yvelines de l'association France-Palestine Solidarité (AFPS), a accepté de témoigner sur la situation. Interview.

Vous venez d'effectuer un voyage en Palestine. Pouvez-vous nous dire dans quel cadre il se situe ?

(Brochures, artisanat, adresses...), il faut donc se résoudre à mentir pour éviter de révéler certaines informations qui pourraient nuire aux intérêts.

C'était un voyage découvert pour certains mais surtout l'occasion de prendre des contacts sur place pour faire avancer des projets de partenariat. Nous avons ainsi visité plusieurs villages et villages et rencontré des responsables locaux à Jenine, Naplouse, Bethléem, Hébron ou dans la vallée du Jourdain. Nous avons tenu également à aller dans plusieurs camps de réfugiés et avons aussi échangé avec des opposants israéliens.

«Une vie impossible pour les Palestiniens»

Quelles impressions retenez-vous principalement de ce voyage ?

Ce que j'ai vu ? Des villages parfois des maisons, coupées en deux. Un Etat qui protège des colons qui s'installent où bon leur semble, l'armée qui rase des maisons, exproie des populations. Un Etat qui décide sur la sécurité mais aussi sur l'électricité et l'eau. Au final, une vie impossible au quotidien pour les Palestiniens.

C'est mon deuxième voyage là-bas. Lors d'un premier voyage cela avait été le choc. On parle souvent du mur : "barrière de sécurité" pour Israël.



«Les membres de l'AFPS témoignent de la situation en Palestine»

Quand on y retourne, on tente de mesurer l'évolution des choses aux plans économique, politique, social. J'ai donc pu constater que l'état exercé sur les Palestiniens ne s'est pas relâché. Economiquement, la situation ne s'est guère améliorée et seule la ville de Ramallah semble se développer véritablement.

En effet, il y a d'abord la demande de reconnaissance d'un Etat palestinien devant l'ONU. Les Etats-Unis ont déjà dit qu'ils s'y opposeraient. La France laisse planer le doute.

Et maintenant, quels sont vos projets ?

Notre devoir est d'abord de témoigner. Dans les Yvelines, après l'interdiction de la projection du film "Gaza catastrophe" au Roxane à Versailles cette année, des personnes ont souhaité se regrouper dans notre association. Une soirée à Trappes de ce voyage. Il est probable que nous rencontrerons des élus également pour envisager des actions de partenariat. A Versailles, je rappelle par exemple que le député Etienne Prinet est un soutien bien connu des droits des Palestiniens.

Justement, l'actualité internationale reste portée par le conflit israélo-palestinien ?

Témoigner

Association France Palestine Solidarité : 8, rue Moïse 78190 Trappes, email : afps.trappes@free.fr